

# LE DÉFI DE L'EMPLOI

*L'éditorial d'Hugues de Jouvenel*

*Deux défis majeurs, au moins, devraient être à l'ordre du jour de la campagne précédant la prochaine élection présidentielle française, pour autant toutefois que les candidats veuillent bien les aborder et éclairer les électeurs sur leurs propositions plus ou moins différentes pour les relever.*

► *L'un concerne assurément la lutte contre le chômage, qui atteint en ce début d'année 2012 des niveaux records. Mais aussitôt apparaissent deux questions : la première est de savoir pourquoi, alors que cet objectif fut systématiquement affiché comme prioritaire par tous les gouvernements depuis 40 ans, aucun d'entre eux ne l'a atteint. La seconde est de savoir si le problème de l'emploi se résume à la lutte contre le chômage et s'il ne serait pas plus pertinent de parler de sous-emploi.*

*Nous avons maintes fois rappelé, dans la revue Futuribles, combien il était important de bien s'entendre sur les indicateurs pertinents, et souligné le fait qu'en matière d'emploi, le taux d'emploi (proportion d'actifs en emploi dans la population d'âge actif) était certainement plus révélateur que le seul taux de chômage<sup>1</sup>. Le sommet européen de Lisbonne (en 2000) eut le mérite de le reconnaître*

*et d'afficher l'objectif d'amener le taux d'emploi dans les pays européens à 70 % d'ici 2010.*

*La France en est loin mais là n'est pas mon propos. Il est de souligner combien les performances en termes d'emploi des pays européens sont différentes alors qu'ils ont tous été confrontés au même contexte de concurrence mondiale et de progrès technique, et à la même tendance à la contraction et au vieillissement de leur population d'âge actif (15-64 ans). En effet, rappelons que si le Royaume-Uni, d'une part, les pays scandinaves, de l'autre, avaient un taux d'emploi déjà supérieur à 70 % en 1970, celui-ci a continué à progresser jusqu'en 2008, avant la crise économique que nous traversons depuis. Celui de la France, en revanche, n'a jamais dépassé 64 %<sup>2</sup> ! Pourquoi ?*

*Je n'ose imaginer que cela soit imputable, en France, exclusivement à l'incurie des pouvoirs publics ou à la perversité des entreprises. Je pense que cela résulte du fait d'une part que le coût du travail (fort différent du salaire net que regardent les travailleurs) est excessivement élevé en raison des charges sociales, d'autre part que toutes les politiques suivies par la gauche et par la droite, par le patronat et les syndicats, ont préféré*

1. SEGHN Achille, « Les taux d'occupation en Europe. Le choix des indicateurs pertinents », *Futuribles*, n° 198, mai 1995, p. 17-41.

2. Voir mes éditoriaux dans *Futuribles*, notamment n° 281, décembre 2002 ; n° 298, juin 2004 ; n° 318, avril 2006 ; n° 323, octobre 2006 ; n° 367, octobre 2010...

privilégier les personnes en emploi en faisant de l'ajustement par le sous-emploi, donc en précarisant les plus fragiles.

De cette analyse, je retiens une question : quels sont les candidats réellement disposés à remettre en cause le privilège extravagant de ceux qui disposent d'un emploi à vie, et à les contraindre donc à accepter d'être plus mobiles, de sorte que l'exigence de flexibilité ne soit pas toujours supportée par les mêmes ? Mais j'en tire aussi un enseignement : la nécessité d'alléger les charges sociales qui pèsent sur le travail et donc le pénalisent. Comment serait-ce possible ? Sans doute en faisant reposer davantage le financement du système de protection sociale sur l'impôt.

Mais je serais curieux de savoir quels sont les avantages et inconvénients respectifs de l'instauration d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sociale ou d'une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG). L'une comme l'autre amputeront, me semble-t-il, le pouvoir d'achat des consommateurs : lesquels et dans quelle proportion ? Mais l'une comme l'autre, si elles favorisent l'emploi, permettront d'augmenter le nombre d'actifs occupés et de réduire celui des allocataires de prestations sociales.

► Un deuxième défi majeur concerne la compétitivité de l'économie fran-

çaise, qui s'est traduite par un décrochage vis-à-vis, par exemple, de l'Allemagne<sup>3</sup>. Plusieurs facteurs indéniablement peuvent l'expliquer. Mais l'un d'entre eux me semble mériter une attention particulière : le fait que la productivité horaire en France est élevée mais la productivité globale faible, sans doute parce que les Français ne travaillent pas assez ou ne sont pas suffisamment nombreux à travailler. À moins que l'on estime que seules les personnes actuellement en emploi sont efficaces, et que les autres sont des vauriens inemployables ? Quelles sont les analyses disponibles sur le sujet et les propositions des candidats à l'élection présidentielle ?

Beaucoup de Français sont confrontés au quotidien à de telles questions ; ils en ont donc acquis une réelle intelligence. Il serait en conséquence souhaitable que les candidats à la fonction suprême aient la courtoisie de nous éclairer sur ces sujets plutôt que d'entretenir des querelles stériles qui ne font qu'accroître le discrédit dont souffrent déjà, et de plus en plus, les responsables politiques<sup>4</sup>. D'autant que si les Français se rendent de moins en moins aux urnes ou se réfugient de plus en plus dans les extrêmes, l'insatisfaction qui est la leur vis-à-vis de la démocratie représentative ne fera que s'accroître encore. ■

3. COLLOMB Bertrand, « Entreprises : la concurrence franco-allemande », *Futuribles*, n° 381, janvier 2012, p. 55-59 ; et CETTE Gilbert, « Productivité : les États-Unis distancent l'Europe », *Futuribles*, n° 299, juillet-août 2004, p. 5-22, et « L'Allemagne et la zone euro », *Futuribles*, n° 368, novembre 2010, p. 55-60.

4. Selon le dernier Baromètre de la confiance politique du CÉVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po, Paris), en octobre 2011, 83 % des Français estiment que les responsables politiques ne se préoccupent pas de tout ce que les gens pensent, et la majorité d'entre eux ne font confiance ni à la droite ni à la gauche pour lutter contre le chômage. URL : <http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/>. Consulté le 9 janvier 2012.